

Ce bulletin d'informations est le reflet de l'activité internationale de l'Union syndicale Solidaires, une source d'informations pour les militant-e-s des organisations membres de Solidaires. Sa diffusion aux militant-e-s, aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent bien sûr le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

Europe libérale : les irlandais-e-s disent non !

Le non au traité de Lisbonne, frère jumeau du Traité constitutionnel européen (TCE), vient de l'emporter en Irlande. C'est une bonne nouvelle pour la démocratie. **Les gouvernements européens avaient tout fait pour que, suite au double non français et néerlandais au TCE, les peuples européens soient totalement écartés du processus d'élaboration et de décision du nouveau traité.** Non débattu, entériné à la va-vite, les gouvernements européens s'étaient mis d'accord pour en refuser toute ratification par référendum.

La constitution irlandaise le rendant obligatoire, le peuple irlandais a voté pour tous les peuples d'Europe. Ce que viennent de refuser les Irlandais, ce qu'avaient refusé en 2005 les Français et les

Néerlandais et ce qu'aurait probablement refusé la grande majorité des peuples d'Europe si l'occasion leur en avait été donnée, c'est une Europe anti-sociale et anti-démocratique.

Anti-sociale car des derniers arrêts de la Cour européenne de justice qui autorisent le **dumping**

social, au projet récent de **directive sur le temps de travail qui officialise, de fait, les 65 heures par semaine**, en passant par les **directives de déréglementation des services publics**, l'Union européenne se construit autour de l'extension sans fin de la concurrence de tous contre tous. Anti-démocratique car, la plupart du temps, les citoyens européens n'ont pas leur mot à dire sur l'avenir de l'Union, sont exclus des décisions ou pire encore quand leur vote est nié.



C'est cette Europe qui est refusée et c'est à sa refondation qu'il faut s'atteler pour qu'enfin l'Europe puisse devenir une Europe garantissant des droits de haut niveau pour ses habitants et solidaire avec les peuples du monde. Le non irlandais est un rappel à la réalité pour les gouvernements et les institutions européennes. Il offre une nouvelle occasion

pour qu'un nouveau cours soit donné à la construction européenne. Il est peu probable que les classes dirigeantes européennes la saisissent. Il appartient aux citoyens de l'Europe de se mobiliser pour leur faire entendre raison.

Corée : visite d'une délégation de la KCTU

Une délégation de la confédération syndicale coréenne KCTU nous a rendu visite, début juin. C'est la suite d'échanges qui, malgré la distance, commencent à devenir réguliers : en avril, des représentants de la fédération des cheminots de la KCTU étaient à Paris, après qu'en janvier dernier une délégation de SUD-Rail ait été à Séoul. L'année passée, c'est Solidaires qui avait été invitée.

Le développement d'un travail commun avec ce courant syndical est important : lutte

contre la mondialisation capitaliste, c'est s'organiser pour soutenir les combats de celles et ceux qui sont confronté-e-s le plus durement au dumping social !



Kanaky : la lutte continue contre VEOLIA et l'Etat colonial

En Nouvelle-Calédonie, l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités) subit une **très forte répression**.

Depuis novembre 2007 à Nouméa, les salariés de l'entreprise de transport suburbain CarSud (du groupe Véolia) sont en grève pour réclamer la réintégration d'un chauffeur, délégué syndical de l'USTKE. Le 17 janvier dernier, une manifestation de soutien aux grévistes a été violemment réprimée par les forces de l'ordre : des dizaines de blessés côté manifestants, 50 arrestations, 14 syndicalistes emprisonnés pendant 5 semaines, les dirigeants du syndicat traqués par le GIGN et placés en garde-à-vue...



Suite au procès du 25 et 31 mars, qui a suivi cette provocation policière, le tribunal de Nouméa a condamné **23 adhérents de l'USTKE** à des peines de **prison ferme** (et en plus, privation de leurs

droits civiques pour 3 d'entre eux). 30 autres syndicalistes sont condamnés à payer des amendes.

Le 15 juillet 2008 aura lieu à Nouméa le procès en appel des 23 syndicalistes de l'USTKE (condamnés à des peines de prison ferme. Le collectif « *solidarité Kanaky* » organisera des **actions de soutien avant ce procès**.

En solidarité avec les syndicalistes de Nouvelle-Calédonie, nous dénonçons la répression anti-syndicale et exigeons l'arrêt des poursuites judiciaires.

www.solidaritekanaky.org et www.ustke.org

Maroc : solidarité avec la population de Sidi Ifni

Depuis l'aube du samedi 7 juin, une répression féroce s'est abattue sur les citoyens de la ville de Sidi Ifni Aït Baamrane et contre ses jeunes qui, excédés par les fausses promesses d'emploi et de promotion économique de la région, bloquaient le port depuis une semaine. **Les forces de police et d'intervention rapide se sont déplacées par milliers depuis plusieurs régions du Maroc, elles ont encerclé la ville, opéré des descentes dans les maisons, arrêté et pris en otage les familles des militants, les brutalisant et les menaçant même de viol.** Des bombes lacrymogènes et des balles en caoutchouc ont été utilisées, et des hélicoptères ont été déployés pour rechercher les militants dans les montagnes à proximité de la ville... **Les arrestations se comptent par centaines, il y a des dizaines de blessés, et des sources médiatiques et des habitants de la ville parlent de morts.**

Cette répression intervient alors que depuis le 30 mai, une semaine auparavant, des jeunes de la ville avaient organisé le blocage de l'accès au port pour réclamer leur droit à l'emploi, ainsi que leurs revendications légitimes pour lesquelles ils luttent depuis 2005

... L'Etat marocain démontre une fois de plus son **mépris des revendications populaires, préférant la réprimer dans l'oeuf les luttes des populations plutôt que d'apporter des réponses à leurs revendications.** Nous, soutenons toutes les luttes légitimes des habitants de Sidi ifni Ait Baamrane et :

- ➔ **Dénonçons l'intervention barbare contre les jeunes** de cette ville militante, qui n'a épargné ni les enfants, ni les femmes, ni les personnes âgées.
- ➔ **Revendiquons le retrait des forces répressives** venues des autres régions du Maroc, et la fin du blocus répressif et médiatique imposé à la ville, ainsi que l'accès de l'opinion publique nationale et internationale à toute la vérité sur ce qui s'est passé et continue à se passer.
- ➔ **Revendiquons la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées, et l'arrêt des poursuites** contre les membres du secrétariat local d'Ifni Aït Baamrane, ainsi que contre les militants de la section de Sidi Ifni de l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs et d'ATTAC Maroc.
- ➔ **Réclamons l'arrêt immédiat de la traque des jeunes poursuivis** dans les montagnes depuis

l'aube du samedi 7 juin, ainsi que l'arrêt de toute poursuite à leur rencontre.

- ➔ **Tenons l'Etat marocain responsable de toute atteinte physique à l'encontre des militants** poursuivis d'ATTAC Maroc, dont le secrétaire général d'ATTAC Ifni, Brahim Bara, ainsi que Khalid Bouchra, Boumrah Brahim, Keddad Fatima et Khalil Rifi.
- ➔ **Appelons toutes les organisations militantes à organiser une caravane de solidarité** à la ville de Sidi Ifni Ait Baamrane.

- ➔ **Appelons toutes les organisations militantes à créer une commission d'investigation sur les événements**, indépendante de toute instance officielle. N'attendons pas 20 ans, comme à Nador, pour révéler la réalité.

Déclaration du **Secrétariat national d'ATTAC Maroc**
www.maroc.attac.org/joomla/index.php

Voir aussi, notamment :
Association Marocaine des Droits Humains : www.amdh.org.ma
Association des Travailleurs Maghrébins de France : www.atmf.ras.eu.org

Une délégation de l'Union syndicale Solidaires se rendra au Maroc, fin juillet, à l'occasion du Forum Social Maghrébin ; outre les initiatives dans ce cadre, ce sera l'occasion de rencontrer les organisations syndicales et associations avec lesquelles nous travaillons : syndicalistes de l'UMT, de la CDT, de l'ODR, ..., militants d'ATTAC-Maroc, de l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc, etc.

Suisse : vers un autre syndicalisme ?

Les cheminots de l'atelier des chemins de fer suisses (CFF) de Bellinzona ont mené une grève de plus d'un mois, qui a abouti à l'annulation de la décision de fermeture de leur « *officine* ». Ce mouvement a une portée symbolique et politique très importante pour les syndicalistes suisses : la grève est un phénomène rare dans ce pays, ... alors une grève de plusieurs semaines, avec occupation de l'atelier, assemblées générales, comité de grève, démocratie directe, etc. !

Cette grève a ouvert des perspectives nouvelles : localement, avec un « comité de grève » réélu au lendemain de la fin du mouvement pour que l'auto-organisation se poursuive, des assemblées générales qui continuent à se tenir régulièrement dans l'atelier, ... Nationalement, car c'est la preuve qu'un syndicalisme « de terrain » est possible, un syndicalisme à l'inverse du modèle dominant en Suisse : très institutionnel, lié aux partis politiques, dirigés par des professionnels du syndicalisme qui ne sont pas des militants, etc.

Le 31 mai, le comité de grève organisait une réunion nationale, à laquelle la fédération des syndicats SUD-Rail était invitée. Les préoccupations de ces camarades, résumées dans l'invitation à cette rencontre, ne pouvaient nous laisser indifférents :

Créer une, deux, cent Officine ! Pour un syndicalisme des travailleurs et des travailleuses !

... il est urgent et nécessaire de **reconstruire un syndicalisme, mouvement social, qui soit l'expression directe de l'action des travailleurs, comme forme organisée du conflit social**. C'est seulement à ces conditions que nous aurons un

syndicalisme qui retrouvera la confiance des travailleurs actifs sur les lieux de travail et dans la société.

Au cours de ces derniers mois, il y a eu en Suisse une reprise de l'activité des travailleurs, spécialement dans les secteurs syndicaux et des travailleurs qui n'ont pas cédé à la logique de la concertation. Des mobilisations - dans le cadre du renouvellement du contrat collectif de travail dans le bâtiment, dans la fonction publique en Suisse romande, et aux Officine de Bellinzona - ont montré la possibilité et la nécessité d'un autre syndicalisme. Un projet qui évidemment ne peut être de dimension locale ou sectorielle.

Pour cette raison, nous avons décidé de commencer une action de réflexion et de contacts en

cherchant à intéresser des travailleuses et travailleurs de toute la Suisse ... une première journée de discussion et de réflexion sur les perspectives d'un nouveau syndicalisme suisse : quelles formes ? A qui doit-il s'adresser ? Quelles modalités ? Nous chercherons et discuterons ensemble lors de cette première journée, chacun apportant ses propres expériences et convictions, avec la perspective d'y donner une suite.



Comité de grève des Ateliers CFF de Bellinzona

Irak : la FCOSI, syndicat de la résistance

Après la chute de la dictature baathiste en 2003, les USA et leurs alliés ont imposé à l'Irak une politique basée sur le communautarisme. **Cette politique a pour objectif de diviser la population, d'affaiblir les capacités de résistance du peuple et ainsi de mieux contrôler et exploiter les richesses du pays.** Cette logique a rapidement entraîné une véritable guerre civile et le développement des différentes mafias politico-religieuses. Les groupes réactionnaires, des islamistes aux baathistes, ont alors pu renforcer leur emprise sur les régions et sur les quartiers.

Cependant, il existe en Irak une organisation qui rejette cette politique, la Fédération des Conseils Ouvriers et des Syndicats d'Irak (FCOSI). Cette organisation syndicale est issue de la résistance ouvrière, de l'insurrection populaire contre la dictature de Saddam Hussein de 1991. Dès 2003, les militants syndicalistes clandestins se sont réorganisés. Certains ont suivi des partis de la gauche officielle et ont créé une confédération liée à l'état : la Fédération Irakienne des Syndicats.

D'autres ont choisi de défendre l'indépendance politique des travailleurs. Ils ont constitué des **conseils ouvriers lors des grèves de 2003** contre la dictature, à l'image de ceux de l'insurrection ouvrière de 1991. Ces conseils ouvriers se sont ensuite transformés en syndicats d'industrie. **Ces syndicats se sont fédérés en créant la FCOSI (FWCUI en anglais).**

Aujourd'hui, la FCOSI est la principale organisation syndicale. Elle dispose d'une implantation dans la plupart des branches professionnelles. Elle organise également des milliers de chômeurs en se battant pour le droit au travail et des revenus pour les privés d'emplois. **L'action de la FCOSI dans les quartiers prend aussi la forme d'activités d'entraide et de solidarité afin de briser la logique du communautarisme**

religieux et ethnique. La fédération fait partie du Congrès des Libertés, un front d'organisations démocratiques qui défend un projet démocratique et laïc. Ses militants organisent l'autodéfense dans les quartiers contre toutes les incursions de groupes sectaires. Les militants de la FCOSI sont très **actifs dans la défense des droits de la femme.**

La FCOSI est victime de discrimination de la part du gouvernement et d'une forte répression, appuyée régulièrement par l'action des forces armées d'occupation. Ces derniers mois la FCOSI a mené une campagne contre l'augmentation des prix du pétrole. Car la hausse du prix du pétrole pénalise aussi les travailleurs des pays pétroliers, et même les ouvriers de l'industrie pétrolière. La FCOSI a donc lancé une mobilisation dans cette industrie, ce qui a entraîné des mesures de répression anti-syndicale de la part du gouvernement.

Nous pouvons agir concrètement contre les troupes d'occupation mais aussi contre le gouvernement irakien à la solde de l'occupant. **Cela est d'autant plus urgent que la France renforce un peu plus chaque jour son action impérialiste en Irak,** aux côtés des USA. **Nous invitons à intervenir auprès de l'ambassade irakienne en demandant à ce que la FCOSI puisse bénéficier des droits syndicaux et d'une reconnaissance légale. En effet, la législation du travail de 1987 demeure en vigueur et interdit l'activité syndicale dans le secteur public.** Vous pouvez envoyer des motions auprès de l'Ambassade d'Irak en France : 53, rue de la Faisanderie, 75116 Paris, Fax: 01.45.53.33.80 e-mail: paremb@iraqmofa.net ou paris@embassyiraq.com

FCOSI : www.uuiraq.org



Forum Social Européen de Malmö (Suède)

Après Florence en 2002, Paris en 2003, Londres 2004, Athènes en 2006, c'est à Malmö en Suède qu'aura lieu la 5^{ème} édition du Forum Social Européen, du 17 au 21 septembre. L'union syndicale Solidaires et plusieurs organisations membres seront représentées.

www.fse-esf.org et www.esf2008.org

Réseau syndical euro-maghrébin

Après discussion notamment avec nos camarades de la CGT d'Espagne et du SNAPAP (Algérie), **Solidaires a donné son accord pour organiser en octobre**, une nouvelle rencontre du réseau euro-maghrébin. Dans la même période, une manifestation s'organise, contre la politique européenne (et la présidence française) ...